

BOUIRA

Deux autres P/APC pourraient être démis de leurs fonctions

La liste des P/APC poursuivis en justice pour mauvaise gestion et dilapidation des deniers publics, puis démis de leurs fonctions, au niveau de la wilaya de Bouira, se poursuit.

Après la condamnation des P/APC de Saharidj, El-Adjiba, Guerrouma, Bir Ghbalou et Lakhdaria, ce sont deux autres P/APC de Raouraoua et de Sour-El-Ghozlane à être jugés mercredi dernier, au niveau des tribunaux de Sour-El-Ghozlane et celui d'Aïn Bessem.

Ainsi, le P/APC de Raouraoua était poursuivi pour une affaire d'attribution illégale d'un marché pour la gestion de l'abattoir communal à une entreprise qui était au moment des soumissions redevable vis-à-vis des impôts, ce qui devait l'exclure de fait des soumissions. Ce mercredi, lors du procès et après les plaidoiries des avocats du prévenu, et le réquisitoire du procureur de la République qui a requis 6 ans de prison ferme contre le P/APC de Raouraoua, le verdict sera connu dans une semaine.

Par ailleurs, et durant la même journée, le P/APC de Sour-El-Ghozlane comparait au niveau du tribunal d'Aïn Bessem pour une affaire liée à la dilapidation des deniers publics et mauvaise gestion.

Là aussi, ce P/APC qui est poursuivi dans neuf autres affaires toutes liées à la mauvaise gestion, et malgré les plaidoiries de ses avocats, a vu le procureur requérir contre lui 5 ans de prison ferme.

Le verdict sera connu dans 15 jours. Rappelons qu'avant ces deux affaires, cinq P/APC, de Saharidj, El Adjiba, Guerrouma, Bir Ghbalou et Lakhdaria, ont été démis de leurs fonctions après leur condamnation, le wali recourant à l'article 43 du code de la commune

mettant fin aux fonctions d'un P/APC condamné définitivement dans une affaire liée à la dilapidation des deniers publics.

Soulignons enfin que parmi les cinq P/APC démis de leurs fonctions, trois d'entre eux, d'El Adjiba, de Guerrouma et de Lakhdaria

sont du FFS. Ce dernier avait réagi surtout contre la décision prise contre le P/APC de Lakhdaria, le FFS qualifiant ces décisions comme une véritable cabale contre ses élus en particulier et le parti en général.

Y. Y.

Des villageois de Haïzer bloquent la RN 33

Plusieurs dizaines de citoyens du village Ighil Zougaghen, relevant de la commune de Haïzer à 10 kilomètres à l'est de Bouira, ont procédé hier vendredi qui a coïncidé avec la présence de centaines de touristes venant de plusieurs wilayas du pays pour aller à Tikjda en empruntant la RN33, au blocage de cette route, afin de faire entendre leur voix et dénoncer la lenteur dans le projet de raccordement de leur localité au gaz naturel.

Pour rappel, le village Ighil Zougaghen est programmé pour être raccordé au gaz naturel au même titre que plusieurs autres villages de la commune, mais selon nos informations, les villageois n'étaient

pas contents du fait que leur village par où est passée la conduite principale de gaz pour alimenter un autre village situé plus loin, ne soit pas classé en priorité par les services concernés de la DMI.

Cela étant, après plus de trois heures de blocage qui a affecté grandement les centaines de touristes dont la majorité voyage en familles avec femmes et enfants, les responsables de la commune et ceux de la DMI qui se sont déplacés sur les lieux, ont réussi à convaincre les protestataires de l'urgence de libérer la voix à la circulation, tout en leur promettant de lancer les travaux dans les plus brefs délais.

Y. Y.

BOUMERDÈS
CAMPAGNE AGRICOLE

Bonne saison pour les agrumes, mauvaise pour l'oléiculture

Augmentation de production de 13% dans le secteur des agrumes et chute de 10,18% en olives et 19,65% en huile d'olive. C'est ce qui ressort des statistiques pour la campagne agricole en cours que nous a communiquées Rachid Messaoudi, chef de service production et appui technique à la DSA (Direction des services agricoles) de Boumerdès.

Le secteur stratégique, au plan économique de la wilaya de Boumerdès, l'agriculture en l'occurrence, vit une saison 2016-2017, jusqu'à présent, mitigée.

En effet, si pour les agrumes tout va très bien, ce n'est pas le

cas pour les olives. Selon Messaoudi, la wilaya prévoit de cueillir d'ici la fin de la campagne 402 705 quintaux d'oranges (Thomson Naval, Washington Naval qui constituent l'essentiel de la culture), de clémentines et

de citrons pour une superficie en production de 1 966 hectares. Jusqu'à maintenant, 84 755 q ont été récoltés. Ce qui donne présentement un rendement de 215 q à l'hectare.

Pour rappel, les agriculteurs de la wilaya ont produit durant la campagne 2015-2016, dans la même superficie (1 966 ha), 356 543 q. Ce qui équivaut à un rendement de 180 q/ha. En général, une progression de 13% par rapport à la campagne 2015-2016 est attendue. Par contre dans le secteur de l'olive c'est la saison des vaches maigres. Les prévisions de la DAS pour la campagne en

cours, nous dit Messaoudi, sont arrêtées à 103 989 quintaux d'olives pour une superficie en production de 8. 276 hectares.

Ce qui laisse prévoir une production de 15 677 hectolitres d'huile. Jusqu'à maintenant, seuls 39 321 quintaux d'olives provenant de 5 100 hectares ont été ramassés.

De ces quantités d'olives ramassées, 16 568 q ont été triturés pour cueillir 2 651 hectolitres d'huile. 16 litres d'huile par quintal est le rendement enregistré jusqu'à maintenant.

Ce rendement par quintal était de 18 litres durant la saison 2015-2016. Globalement, la pro-

duction de la wilaya qui était de 114 576 q d'olives lors de la précédente campagne lesquelles avaient donné 19 512 hectolitres d'huile, va certainement enregistrer une chute de 10,18% en olives et 19,65% en huile.

Quant aux prix du détail, contrairement à ce qui est observé en Petite Kabylie où l'huile de bonne qualité est cédée jusqu'à 950 dinars le litre, si elle est disponible, dans cette région de Basse Kabylie, les prix restent stables.

A titre d'exemple, l'huile d'Aït Amrane est écoulee entre 650 et 700 dinars.

Abachi L.

CHAMBRE D'AGRICULTURE

Le CA et son président installés

Le wali de Boumerdès, Abderrahmane Madani Fouatih, a présidé, mercredi, au siège de la DSA de Boumerdès, la cérémonie d'installation du Conseil d'administration (CA) de la Chambre d'agriculture de la région et son président Ali Merabet.

Ce CA comprend 8 fellahs élus (6 issus de diverses filières de production et 2 représentants des coopératives) et 5 représentants de l'administration.

Lors de cette cérémonie, l'absence de l'ancien président intérimaire, Sadek Dichou, membre de ce conseil également candidat à la présidence de cette instance a été remarquée. Le wali, qui fait du développement de l'agriculture de Boumerdès le leitmotiv de ses interventions, s'est adressé en ces termes aux nouveaux membres de ce CA «Je suis venu vous transmettre les orientations du gouvernement en ce qui concerne l'investissement particulièrement dans les secteurs de l'agriculture, l'agroalimentaire et le tourisme. Nous attendons de la nouvelle équipe qu'elle soit à la hauteur de ces défis et qu'elle adopte une

politique de proximité avec les fellahs de notre wilaya.»

De son côté, le nouveau président qui est un vigneron de la commune de Laâziv s'est engagé à mieux organiser les structures de cette Chambre et à éliminer les anciennes méthodes opaques de fonctionnement qui neutralisaient son efficacité.

A l'issue de la cérémonie, on pouvait dire qu'incontestablement, Ouardia Belakbi, directrice des services agricoles a réussi son pari d'organiser des élections que personne n'a remis en cause.

Et la sécurité des fellahs ?

Côté fellahs, si le discours du wali sur le développement de ce secteur névralgique a séduit, par contre, une absence de prise de position ferme du chef de l'Exécutif

avec les fellahs concernant les vols et les agressions dont se plaint un grand nombre d'entre eux a quelque peu refroidi leur enthousiasme. C'est le sentiment que nous ont confié certains fellahs connus de la région.

Un agriculteur de Baghlia s'est en effet approché du wali à la fin de la cérémonie pour lui transmettre le message de ses confrères. «Des bandes d'individus venant d'autres wilayas circulent en pleine nuit dans nos campagnes pour agresser et voler des fellahs isolés. Lorsque nous nous défendons, les services de sécurité nous disent qu'il ne faut pas frapper ces délinquants. De plus, lorsque certains voleurs sont arrêtés très rapidement ils sont relâchés par la justice. Nous vous demandons d'être notre défenseur au niveau de la justice pour dire à monsieur le procureur général que cette situation n'est pas normale.»

Après les terroristes islamistes qui rançonnaient et tuaient les fellahs, c'est maintenant les délinquants qui le font.

A. L.

Les pilleurs de sable défient l'autorité et ferment la route

«Où va-t-on avec ce laxisme et l'impunité ambiants ?»
Dira sûrement tout citoyen respectueux des lois de la République puisque n'importe quel délinquant peut dicter sa loi dans ce pays. C'est le cas de le dire dans cette affaire qui s'est déroulée mercredi au niveau du village Hadj-Ahmed de Zemmouri, dans l'est de la wilaya de Boumerdès.

En effet, durant toute la journée de mercredi, une trentaine d'individus ont fermé la RN24, un important axe routier qui relie le chef-lieu de wilaya à plusieurs villes du nord-est de la wilaya de Boumerdès comme Cap-Djinet, Sidi-Daoud, Dellys, Afir. Un officier des services de sécurité nous fait part des motivations de ces protestations qui n'en sont pas réellement.

«Dans la nuit du mardi, les gendarmes ont fait une descente au niveau des plages où sévissent les pilleurs de sable. Ils ont saisi un camion K120 sans plaque d'immatriculation et dont le chauffeur a pris la fuite. Le propriétaire de ce véhicule a donc fait appel à ses acolytes pour faire pression sur les services de sécurité.» D'après lui, les éléments anti-émeutes ne pouvaient pas intervenir parce qu'ils n'ont pas de réquisition.

Selon notre interlocuteur, qui ne cache pas, par ailleurs, son dépit vis-à-vis de la justice qui se montre, d'après lui, souvent très laxiste avec les pilleurs de sable, une dizaine de ces perturbateurs sont des délinquants. Et de préciser : «Certains ont été condamnés pour soutien au terrorisme.» Il est vrai que le village en question situé à la lisière de la fameuse forêt de Zemmouri, jadis citadelle des terroristes de la sinistre katibat El Arkam, avait mauvaise réputation par rapport au pillage de sable. Un jour, un haut officier de l'ANP nous confiait : «Le village de Hadj-Ahmed est la bourse de pillage de sable. C'est le siège où le GSPC règle la gestion de ce pillage.»

La justice donnera-t-elle l'ordre aux gendarmes pour ouvrir une enquête sur cette action de rue et ce qui l'a précédée ?

A. L.